

## David Cayla : "Le populisme est le produit d'une double impuissance : celle des citoyens et celle de leurs dirigeants"

Économiste enseignant à l'université d'Angers, David Cayla vient de publier "Populisme et néolibéralisme : Il est urgent de tout repenser" (De Boeck Supérieur), livre dans lequel il analyse le rôle de notre système économique dans la crise économique et politique que nous vivons.);



"Le rôle premier de l'État néolibéral est d'accompagner et organiser le marché en tant qu'institution régulatrice de l'économie" - © Manon Decremps

Marianne : Pouvez-vous revenir sur ce qu'est le néolibéralisme et sur ses quatre piliers ?

David Cayla : Le néolibéralisme est un ensemble de doctrines politiques qui visent à organiser et à normaliser les interventions de l'État dans l'économie de manière à permettre au marché de fonctionner dans des conditions optimales. L'origine des néolibéralismes remonte aux années 1930, au moment du colloque Lippmann qui se tient en 1938. Pour les intellectuels de l'époque il ne fait guère de doute que le libéralisme du XIXe siècle, fondé sur le laisser-faire, doit être profondément rénové. La crise de 1929 a montré que le capitalisme ne sait pas s'autoréguler. Le New Deal de Roosevelt, mais aussi la planification soviétique ou le corporatisme fasciste semblaient être les solutions aux désordres du monde.

Face à ces contre-modèles, la pensée libérale a dû adapter sa doctrine et reconnaître qu'un certain nombre d'interventions publiques dans l'économie étaient nécessaires. Tout d'abord, elle a admis que les problèmes sociaux et certaines revendications ouvrières ne pouvaient être ignorés, car ils sont sources d'instabilité politique. Ensuite, elle a pris en considération les atteintes à la concurrence et à la liberté du commerce que font peser les monopoles privés. Elle dut également accepter l'idée que des monnaies fondées exclusivement sur l'étalon métallique n'étaient plus viables économiquement et qu'il fallait donc que la monnaie soit gérée exclusivement par une banque centrale publique. Enfin, la pensée libérale s'est interrogée sur les meilleures manières de garantir le libre-échange à une époque où les politiques protectionnistes et autarciques se généralisaient, ce qui de son point de vue, menaçait la paix mondiale. Rappelons que le monde était divisé entre les grandes puissances coloniales européennes qui contrôlaient l'essentiel des matières premières. Pour avoir y accès, les puissances industrielles dépourvues de colonies n'avaient donc le choix qu'entre le libre-échange ou l'expansionnisme militaire.

"Le rôle premier de l'État néolibéral est d'accompagner et organiser le marché en tant qu'institution régulatrice de l'économie"

On peut résumer les quatre grands piliers des doctrines néolibérales à ces quatre grands objectifs d'intervention : garantir l'ordre social, quitte à distribuer des allocations aux plus pauvres ; maintenir un régime de concurrence, quitte à démanteler des monopoles privés ou à interférer dans les décisions des entreprises ; préserver la stabilité monétaire sans compter sur l'étalon-or ; promouvoir le libre-échange en signant des traités commerciaux régis par le droit.

L'idée sous-jacente à ces principes d'intervention qui sont au fondement du néolibéralisme est qu'en garantissant le bon fonctionnement des marchés l'État pourrait se passer de toute autre forme d'intervention, et en particulier limiter toute action discrétionnaire qui pourrait perturber le marché. Ce dernier serait alors susceptible de générer un système de prix justes et efficaces permettant d'optimiser les comportements. Le rôle premier de l'État néolibéral est d'accompagner et organiser le marché en tant qu'institution régulatrice de l'économie.

### Quelle différence avec le libéralisme ?

➤ Le néolibéralisme est bien une forme de libéralisme. Mais derrière le mot "libéralisme" se trouvent en réalité de nombreuses doctrines aux propositions très différentes. Ce qui m'a plus particulièrement intéressé dans l'écriture de ce livre était justement de vérifier si les libéralismes d'Adam Smith ou de John Stuart Mill pouvaient être assimilés au libéralisme de Friedrich Hayek ou de Milton Friedman.

La conclusion de mon travail est que ces deux formes de libéralisme, le libéralisme classique d'une part, et le néolibéralisme d'autre part, n'ont pas grand-chose en commun. Le premier développe une théorie de l'émancipation individuelle là où le second entend soumettre les individus à l'économie. Hayek revendique d'ailleurs explicitement "la soumission de l'homme aux forces impersonnelles du marché" dans son best-seller paru en 1944, *La Route de la servitude*. Quant à Milton Friedman, tout acquis aux idées de Garry Becker sur le capital humain, il proposait d'organiser un marché de l'enseignement supérieur dans lequel le coût des études serait financé, non par de simples prêts étudiants, mais par des investisseurs rémunérés en fonction du gain financier obtenu par ceux ayant bénéficié d'une formation. Dans *Capitalisme et liberté* (1962) il admet que ces contrats seraient "équivalents du point de vue économique à l'achat d'une part dans la capacité de gain d'un individu, et donc à un esclavage partiel". Pourtant il ne voit aucun problème moral à les instaurer. Tout au plus reconnaît-il des contraintes techniques de mise en œuvre, liées à la liberté de déplacement des individus. Certains "bénéficiaires" pourraient en effet être tentés de fuir plutôt que de reverser toute leur vie une partie de leurs gains à leurs financeurs !

"Le terme "populisme" est victime de son succès dans les sphères politiques et médiatiques"

Toutes ces idées sont bien sûr à mille lieues de celles de Smith ou de Mill. Pour les libéraux classiques il faut au contraire non seulement protéger la liberté des individus, mais surtout ne pas se priver d'interventions publiques dans l'éducation, la fiscalité, les biens collectifs... qui pourraient faciliter une émancipation véritable. Smith n'a d'ailleurs aucun scrupule à soutenir l'intervention de l'État dans l'économie lorsque celle-ci permet de protéger et d'éduquer les classes populaires. Il soutient également une réglementation publique du marché du travail. Dans la Richesse des Nations (1776) il écrit, après avoir expliqué en quoi les employeurs et les ouvriers sont inégaux vis-à-vis de l'emploi que, "quand le règlement est en faveur des ouvriers, il est toujours juste et raisonnable".

### Il semble plus difficile de définir clairement le populisme...

➤ Le terme "populisme" est victime de son succès dans les sphères politiques et médiatiques. On y rassemble pêle mêle les mouvements d'extrême droite, la gauche radicale, les anti-masques et tous les eurosceptiques. Il est évidemment absurde de qualifier tout mouvement d'opposition comme "populiste". J'aurais même tendance à penser que ce genre d'anathèmes lancé à la figure des opposants finit par dénaturer le principe même de la démocratie en participant à délégitimer toute critique de l'action des gouvernants.

Pourtant, le populisme est aussi un concept très sérieux, largement étudié en sciences politiques et qui s'applique à des mouvements sociaux et politiques qui existent dans le monde entier. Pour faire court, je m'appuierais sur la définition du politologue allemand Jan-Werner Müller pour qui le populisme exprime un mouvement social fondé sur l'opposition peuple/élites et qui revendique l'exclusivité de la représentation populaire. Si l'on prend au sérieux cette définition, les mouvements populistes sont donc anti-pluralistes. Ils n'admettent pas que d'autres mouvements qu'eux puissent se revendiquer du peuple. Ils tendent donc à construire une mythologie selon laquelle ils seraient purs et désintéressés tandis que ceux qui s'opposent à leurs actions seraient essentiellement des traîtres à la solde de pouvoirs économiques ou d'obscures officines.

On retrouve de tels phénomènes populistes non seulement dans certains groupes politiques, par exemple aux États-Unis chez nombre de pro-Trump qui s'arrogent le titre d'être les seuls "vrais américains", mais aussi dans certains groupes pro-Raoult qui estiment que tous ceux qui nient les bienfaits de la chloroquine seraient "achetés" par les laboratoires pharmaceutiques. En revendiquant une forme de pureté morale au détriment de l'argumentation rationnelle, les mouvements populistes participent à dénaturer le débat politique de la même façon que ceux qui qualifient de "populiste" toute critique adressée aux dirigeants politiques actuels.

### En quoi ce phénomène se nourrit-il du néolibéralisme ?

➤ Il faut tout d'abord admettre l'état déplorable du débat politique actuel, non seulement en France mais dans la plupart des pays occidentaux. D'où vient cette incapacité collective à débattre de manière rationnelle de tout sujet ? Émettre une opinion quelconque peut aujourd'hui valoir cette nouvelle forme d'excommunication qu'on appelle la "cancel culture", qui est, sous la forme qu'elle prend actuellement, une manière de répondre sur le plan moral à une idée ou une opinion exprimée sur un plan politique ou scientifique.

Cette nouvelle forme d'intolérance qu'on retrouve dans tous les milieux politiques, cette rupture fondamentale avec la tradition libérale de Mill qui plaçait la liberté d'expression au sommet des libertés humaines, est pour moi l'un des nombreux symptômes du dérèglement de notre démocratie. Et ce symptôme est le produit de phénomènes qui ont clairement à voir avec le néolibéralisme.

**"Je suis frappé par notre aptitude à hystériser tout débat qui porte sur des sujets subsidiaires"**

Premièrement nous vivons une époque de défiance généralisée, non seulement vis-à-vis des institutions, mais aussi vis-à-vis de l'autre en général. Comme si celui qui ne pense pas ou ne vit pas comme nous était nécessairement un ennemi. Je suis frappé par notre aptitude à hystériser tout débat qui porte sur des sujets subsidiaires. Pourquoi devons-nous systématiquement nous écharper sur des futilités, des manières de parler ou d'écrire, de se vêtir, un fait divers... Comment est-il possible que l'usage de l'écriture inclusive, un "crop top" ou un fait divers sordide puissent focaliser l'essentiel du débat public dans un pays comme la France ? Mon sentiment est que si l'on se convainc que ces sujets sont si importants, c'est parce que, sur tous les sujets importants, nous sommes devenus impuissants à décider.

Et cela me conduit à une deuxième observation. Le populisme se nourrit de cette défiance généralisée pour proposer une forme de coalition populaire fantasmée censée résoudre l'hystérie ambiante. Mais au fond, ce qui nourrit cette hystérie c'est aussi d'avoir le sentiment d'élire des dirigeants impuissants à agir sur le réel et en particulier sur les problèmes économiques et, depuis quelque temps, sanitaires. Le populisme est donc le produit de cette double impuissance, celle des citoyens et celle de leurs dirigeants. Or, si ces dirigeants et les ceux qui les élisent sont devenus impuissants c'est précisément en raison de la mise en œuvre des doctrines néolibérales qui entendent faire de l'État un arbitre du marché et non un joueur à part entière.

**Pour lutter le populisme, il faut selon vous changer de paradigme économique et que l'État intervienne directement sur les mécanismes de marché. En quoi cela consisterait ? Revenir au compromis keynésien des Trente Glorieuses qui est entré en crise dans les années 1970 ?**

➤ Pour lutter contre le populisme il faut, à mon sens, revenir à l'idéal premier du libéralisme, à savoir construire un véritable projet émancipateur. Mais cette émancipation ne peut être qu'individuelle. Les gens ont tout autant besoin de s'épanouir dans des projets personnels qu'ils ont besoin de projets collectifs pour se rassembler et exister collectivement. L'erreur d'une conception étriquée du libéralisme est justement d'opposer l'individu à la société. Or, nous sommes des êtres sociaux. Nous avons autant besoin d'agir ensemble que de s'accomplir individuellement.

Voilà pourquoi il ne faut pas rejeter l'idée de nation. En réalité la nation existe culturellement et anthropologiquement. Mais elle s'est aujourd'hui réduite à presque rien, si ce n'est à des compétitions sportives, en raison de l'incapacité qu'elle a d'écrire et de maîtriser ses propres règles économiques.

Je n'ai pas l'esprit nostalgique et je ne proposerais pas le retour à la France gaulliste des années soixante comme projet d'avenir. Cependant, je note qu'à l'époque des Trente Glorieuses les marges de manœuvre économiques des démocraties nationales étaient bien plus étendues qu'elles ne le sont aujourd'hui. Les pays

étaient alors quasiment tous protectionnistes, disposaient de leur propre monnaie et de systèmes financiers et industriels relativement cloisonnés, sans pour autant être isolés les uns des autres. Les formes de capitalisme étaient plurielles, différentes d'un pays à l'autre, ce qui signifiait que les populations pouvaient choisir des modèles spécifiques de capitalisme, ou même sortir du capitalisme.

La disparition des frontières économiques et la mise en concurrence généralisée des économies et donc des sociétés ont totalement uniformisé le monde développé qui a perdu sa diversité et donc sa capacité à choisir son système économique. Je pense que cette forme d'homogénéité sur fond de concurrence, cette course sans fin à la performance, ce nivellement des peuples sur l'autel de l'économie, sont source d'une profonde angoisse qui risque de se transformer en désastre sur le plan politique et écologique. Voilà pourquoi je suis résolument pour le retour des frontières économiques à l'échelle nationale. Les peuples ont besoin de sentir qu'ils existent et qu'ils peuvent mener des projets autonomes. Ils ont besoin de savoir qu'ils peuvent se différencier, choisir leurs règles. Sans cela, la fureur populiste finira par tout emporter.

### Un nouveau paradigme national-libéral n'est-il pas en train d'émerger ?

➤ On voit émerger en effet, depuis quelques années, une forme d'opposition fondée sur un renouveau identitaire national qui est aussi très libéral sur le plan économique. Je pense en particulier au positionnement de Marion Maréchal et de ceux qui la soutiennent, mais on peut aussi ranger une partie de la droite traditionnelle dans cette sensibilité : Laurent Wauquiez, Bruno Retailleau, François-Xavier Bellamy... et évidemment le polémiste Éric Zemmour. Cette droite peut tout à fait émettre un discours critique sur l'Union européenne, par exemple, et de ce fait paraître antisystème.

Pourtant, elle est aussi adepte d'un État impuissant sur le plan économique. Elle ne croit pas vraiment au protectionnisme et au contrôle des mouvements de capitaux. En revanche, elle défendra les crèches de Noël dans les bâtiments publics, le respect des traditions et de l'autorité, et luttera contre l'islam au nom de la défense d'un Occident chrétien.

"Que reste-t-il des "identités nationales", si l'on confisque tout ce qui détermine politiquement l'identité des pays, de leur tradition juridique à leur rapport à la monnaie", nous interrogeons-nous avec Coralie Delaume dans *La Fin de l'Union européenne* (2017) ? Pas grand-chose, en vérité, répondions-nous. Je n'ai pas changé d'avis. L'identitarisme sans souveraineté économique est une impasse politique, en plus d'être dangereux politiquement. Marion Maréchal est un fantasme, comme l'explique très bien le journaliste Louis Hautalter dans son dernier livre.

Tenter de reconstruire une identité nationale tout en se soumettant à la mondialisation libérale est un fantasme. Il faut au contraire s'affirmer politiquement et économiquement pour se désangoisser culturellement. Se replier sur une identité française fantasmée ne peut que renforcer l'hystérie sociétale que j'évoquais plus haut, engendrer du chaos social et au final conduire à fracturer toujours plus notre nation.

"L'économie est aussi l'une des matrices fondamentales de notre société"

## N'existe-t-il pas des causes culturelles à la montée des populismes ? Pouvons-nous tout réduire à l'économie ?

➤ L'économie, c'est la manière dont nous produisons et répartissons des richesses. Cela génère nécessairement des rapports sociaux, des relations de domination, et cela participe aussi à la construction d'identités sociales et culturelles. Certains voudraient évacuer les questions économiques comme de simples problèmes d'intendance, généralement parce qu'ils n'y comprennent rien. Mais l'économie est aussi l'une des matrices fondamentales de notre société.

Je ne sais pas s'il faut mettre toujours l'économie en premier, mais je crois qu'on ne peut rien comprendre de fondamental dans notre société si on ne prend pas en considération les rapports économiques entre les hommes et la manière dont ils se créent.



David Cayla,  
Populisme et néolibéralisme : Il est urgent de tout repenser,  
De Boeck Supérieur,  
304 p.,  
19,90 euros

### A LIRE AUSSI :

- David Cayla : "Joe Biden devra rompre avec le libre-échange et le néolibéralisme s'il compte battre le populisme"
- David Cayla : "Joe Biden devra rompre avec le libre-échange et le néolibéralisme s'il compte battre le populisme"
- "Fake State" : "La social-démocratie s'est retournée contre les travailleurs"